



HAL
open science

La fonction légitimante de l'historiographie avant et après 1989

Oldřich Tůma

► **To cite this version:**

Oldřich Tůma. La fonction légitimante de l'historiographie avant et après 1989 : Cahiers du CEFRES N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale. Cahiers du CEFRES, Centre Français de Recherche en Sciences Sociales (CEFRES), 2001, Mémoires du communisme en Europe centrale, pp.7. halshs-01162095

HAL Id: halshs-01162095

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01162095>

Submitted on 9 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale

Georges Mink (Dir.)

Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès (Ed.)

Oldřich TŮMA

La fonction légitimante de l'historiographie avant et après 1989

Référence électronique / electronic reference :

Oldřich Tůma, « La fonction légitimante de l'historiographie avant et après 1989 », Cahiers du CEFRES. N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale (ed. Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès).

Mis en ligne en / published on : avril 2010 / april 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c26f/tuma_2001_historiographie_legitimante.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



La fonction légitimante de l'historiographie avant et après 1989

Oldřich Tůma (Institut d'histoire contemporaine de l'Académie des sciences tchèque)

La présente contribution est conçue comme une modeste réflexion sur le rôle légitimateur ou non de l'historiographie en Tchécoslovaquie avant et après la chute du régime communiste. Nous nous contenterons ici de rappeler des faits et de formuler quelques thèses triviales qui pourraient servir de base au débat.

La question de la fonction légitimante de l'historiographie et celle de la place de l'historien dans la société avant et après 1989 peuvent se subdiviser en plusieurs thèmes : l'historiographie tchèque a-t-elle légitimé le régime communiste ? A-t-elle une telle mission à l'égard du système actuel ? L'historiographie doit-elle, plus que les autres disciplines, régler ses comptes avec son propre passé ? La société peut-elle surmonter son passé grâce à l'historiographie ?

L'historiographie a-t-elle légitimé le régime communiste ?

Le régime communiste avait besoin sans aucun doute d'une légitimation fondée sur une certaine interprétation de l'histoire. La légitimité du régime avait une rationalité, donnée par son objectif (en l'occurrence la réalisation des visions utopiques de la société communiste). En revanche, la légitimité du régime comme expression de "la volonté générale" posait problème, même si le régime n'a jamais renoncé à ce type de légitimité et s'est toujours efforcé de maintenir au moins son apparence – en faisant comme s'il existait vraiment une constitutionnalité, comme si des élections avaient lieu, comme si une démocratie représentative fonctionnait etc. Le rôle d'une légitimation fondée sur la compréhension et l'explication de la légalité du développement historique, selon les grilles de lecture du matérialisme historique, était extrêmement important. Une solide explication universelle du monde fut élaborée et exposée. Dans le milieu tchèque (comme ailleurs – chez les Russes ou les Polonais), cette légitimation globale s'accompagna d'une construction de l'histoire nationale où les communistes s'inscrivaient comme les héritiers d'une longue "tradition progressiste".

Les autres régimes politiques, les États, les peuples ont également recours aux arguments historiques pour légitimer leur existence et leurs objectifs. D'ailleurs, même sous le communisme, l'histoire, dans sa fonction légitimante, pouvait facilement adopter les variantes nationales d'interprétation du passé. Quant au communisme, il se légitimait bien entendu dans une version beaucoup plus complète de l'histoire – l'histoire de l'Antiquité du Proche-Orient par exemple, avec les fameux débats sur la forme de production asiatique, qui jouait un rôle tout aussi important que l'histoire contemporaine et dont les polémiques étaient suivies avec autant d'acharnement. Là où les capacités locales de l'historiographie ne suffisaient pas, les traductions de l'historiographie soviétique vint compléter ce tableau universel. Une histoire mondiale de ce type, universellement valable, prit une tournure concrète grâce à la traduction des neuf tomes de l'*Histoire du monde*, publiés en tchèque dans les années cinquante et soixante. Une bonne partie de la communauté des historiens tchèques participa à ce projet d'édition, en tant que traducteurs ou rédacteurs.

Pour autant, la fonction légitimante ne s'assimile pas dans son ensemble au rôle de service de l'historiographie (même si bien sûr elle y participe). L'historiographie en soi comporte toujours une polarité présent/passé, individuel/collectif etc. Le choix des thèmes, les capacités d'identifier des corrélations, entre autres, ne peuvent pas porter la marque des situations individuelles et sociales du présent. L'étude de la tolérance et de l'intolérance entre les différentes ethnies des villes bigarrées de la Méditerranée de l'Antiquité tardive fait écho par sa thématique aux problèmes actuels de xénophobie, de coexistence ethnique dans une société moderne multiculturelle ; elle contribue aussi à légitimer certaines positions actuelles. De la même manière, ce qu'on appelle chez nous les *gender studies* cherchent des réponses à des questions actuelles – on ne peut pourtant en nier l'authenticité et n'y voir qu'une discipline au service d'une cause (même si elle peut l'être aussi). En bref, on ne peut dénier *a priori* à l'interprétation qui légitime le communisme une authenticité en tant qu'interprétation historique. L'histoire n'est pas qu'une entreprise de légitimation d'elle-même et son "client", c'est aussi une activité créative – de recherche et de découverte. Et entre la composante purement "de service" et celle de recherche de l'historiographie il existe une certaine tension.

De ce point de vue, la situation de l'histoire dans la Tchécoslovaquie communiste fournit un exemple d'école de l'incompatibilité existant entre, d'une part, ce qui est individuel, authentique, mouvant, et, d'autre part, la doctrine et la réalité du communisme en tant que système parfait, accompli (en apparence), surplombant d'ailleurs sur le plan statistique le monde réel. Par leur métier même (dans la mesure où ils le pratiquaient authentiquement et pas de façon pragmatique ou servile), les historiens furent conduits à modifier leur interprétation de l'histoire et finalement leurs positions citoyennes à l'égard du régime. Cela n'arriva pas uniquement dans le cas où un lien entre la connaissance des faits historiques et la position citoyenne influencée par cette dernière s'imposait facilement – Karel Kaplan, avec son approche des documents sur les crimes du communisme dans les années cinquante, en offre un exemple idéal. Avant de devenir un parfait expert et une rare autorité de l'histoire de la Tchécoslovaquie communiste, Karel Kaplan fut dans les années cinquante fonctionnaire du PCT, puis membre des commissions qui examinèrent les coulisses des procès politiques de la période stalinienne ; il compta ensuite parmi ceux qui imposèrent un courant réformateur dans les sciences et la politique, avant de devenir dissident puis exilé. On peut constater des relations similaires dans l'historiographie des périodes plus reculées : il suffit de comparer les thèmes des travaux de protagonistes des études médiévales tchèques tels que Josef Macek ou František Graus dans les années cinquante et soixante. Tous deux furent des organisateurs et des fonctionnaires de l'historiographie communiste mais aussi de grands historiens. Dès le début des années soixante ils passèrent des thèmes où l'on pouvait faire valoir des conceptions marxistes rigides et un point de vue de classe (l'histoire du servage, de la misère urbaine, de la révolution hussite) à des thèmes beaucoup moins marqués par ce profil de classe : l'histoire de la Renaissance italienne ou l'histoire culturelle du haut Moyen Âge.

La remise en question de la fonction légitimante de l'histoire s'effectua dans le contexte de la crise du régime, dont elle fut par ailleurs l'un des vecteurs. Le processus de "consolidation" du régime et le renouvellement du contrôle sur la société après 1969 mirent un terme à ce mouvement critique. Cependant, la consolidation par le régime et son idéologie passaient en même temps par un certain compromis et par la liquidation de l'espace public intellectuel. Cela marqua profondément la situation de l'historiographie et les attentes que le régime mettait en elle. Certes, le régime conservait les principes de base de l'idéologie, qui procurait une cohérence et un sens à son existence et son fonctionnement ; il restait attaché à

certain paradigmes, certains termes etc. Mais il n'était déjà plus capable d'une réelle revitalisation et d'une recherche authentique. Cela vaut pour de nombreux domaines de la vie publique et pour l'historiographie. Le régime attendait de celle-ci – et il était souvent satisfait – des références formelles au marxisme, le respect d'un certain vocabulaire etc. Seule l'histoire contemporaine (la sienne, en fait) suscitait un intérêt particulier : plus on se rapprochait de l'actualité, plus il tenait à une interprétation canonisée, ou plutôt à une absence d'interprétation.

Souvent, les deux parties – conformité et recherche – étaient distinctes : une référence obligée dans la préface, suivie de l'œuvre véritable. Mais ce type de légitimation formelle, certes quelque peu extérieur à la discipline, n'en restait pas moins important que l'effort antérieur destiné à fournir une interprétation authentique, qui ajouterait un sens au régime et une justification à son existence. Comme dans les autres contextes de la vie sociale, le régime tenait précisément à ce type de reconnaissance, voire de tolérance, vis-à-vis du socialisme réel. La question n'est donc pas de savoir si nous pouvons parler vraiment de concept marxiste dans ces travaux historiques. Les citations de Marx ou de Lénine du début étaient juste ce que le régime exigeait, ce dont il avait besoin. En revanche, plus d'une fois, ce cadre rituel servait sciemment à "abriter" le contenu propre d'une œuvre, qui, par son souci de vérité scientifique et de fidélité d'interprétation, ne convenait pas aux exigences légitimantes du régime, quand il ne les mettait pas directement en cause. D'un autre côté, on ne peut pas oublier les cas de coryphées de "la science historique marxiste" qui furent capables de sacrifier sans scrupule la qualité de leur travail à leurs carrières au nom du régime, et soumièrent entièrement leurs approches scientifiques à l'idéologie. La motivation de leurs positions peut sans doute se discuter, mais certainement pas leur discrédit moral et scientifique.

Bien sûr, un tel tableau simplifie les choses ; la division entre une phase de légitimation "authentique" (avant 1968) et "formelle" (dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix) n'est pas entièrement valable. Elle reflète d'abord le point de vue de la génération d'historiens arrivés à l'université ou à l'Académie des sciences dans les années cinquante et soixante, et qui furent exclus de l'historiographie officielle après 1969. Néanmoins, ce groupe ne recouvre pas la totalité de la communauté historienne. Pour elle, le monde s'est certes transformé, mais même dans les années cinquante certains ne fournissaient au régime qu'une révérence incontournable et, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, il y avait des enthousiastes convaincus (mais il y en avait moins). Par la suite, les historiens légitimèrent le régime non seulement par leur travail scientifique, mais aussi en participant au maintien de son fonctionnement, en acceptant d'être membres d'organisations partenaires, en exerçant diverses fonctions politiques, voire en servant le régime comme dénonciateurs ou comme agents.

Laquelle des deux formes de légitimation était la plus avantageuse du point de vue du régime ? La seconde était franchement risible, mais révoltante et inacceptable du point de vue de la morale citoyenne. En même temps (en tant qu'action non authentique et formelle), elle était la preuve (ou bien le facteur ?) de la dégénérescence du régime. Le régime se dégradait de cette manière et n'avait plus la force de lutter contre cette dégénérescence. La relation "des profits et pertes" est difficile à déterminer. L'étudier ne serait pas inintéressant, mais cela exigerait une recherche spécialisée et pas une simple réflexion.

De nombreux facteurs contribuèrent à l'effondrement du régime communiste en Tchécoslovaquie : beaucoup d'entre eux furent externes, mais il y eut aussi des facteurs

internes. En tous les cas, le régime a aussi disparu parce qu'il avait perdu sa dynamique et sa capacité à réaliser ses objectifs, parce qu'il avait perdu son authenticité. Ce fut un long processus et il ne s'agit pas seulement d'une lutte entre l'héroïsme et la lâcheté, le moral et l'immoralité, la collaboration et l'opposition (même si, dans certaines phases et dans certaines circonstances, ce fut le cas). Ce fut d'abord et surtout un conflit entre une "intention de vie" complètement altérée mais indestructible, et une "intention du régime" de plus en plus formelle et invivable. La même chose vaut pour l'historiographie.

L'historiographie contemporaine légitime-t-elle le système politique ?

Certainement pas dans le même sens qu'auparavant. L'historiographie donne à n'en pas douter du sens et de la légitimité à notre compréhension – disons "euro-américaine" – du monde, qui englobe la démocratie, les droits de l'homme, le droit des minorités, la tolérance etc. Tout cela se reflète dans le choix de l'historiographie et les corrélations qu'elle recherche. D'un point de vue général, nous pouvons donc répondre : oui. Le système actuel d'organisation de la vie sociale et les valeurs auxquelles nous tenons, n'ont pas besoin et ne réclament pas d'interprétation générale et univoque de l'histoire. Contrairement au régime communiste d'égalité et d'unicité, nous nous situons aujourd'hui dans un contexte d'identités diverses et parallèles, donc d'une pluralité de légitimités. Notre système actuel – en tant que fonctionnement – puise sa légitimité dans la souveraineté du peuple, dans la volonté de la majorité.

L'historiographie de l'histoire contemporaine occupe une place spécifique : elle offre une certaine légitimation de l'actualité pratiquement consciemment – en particulier sous la forme d'une délégitimation des idéaux, des valeurs, des systèmes politiques du passé qui rejetaient un système fondé sur la démocratie, la propriété privée et l'économie de marché. L'actuel système politique et l'opinion tiennent à cet instrument de légitimation – par le biais de la délégitimation – et l'historiographie le leur propose ouvertement (par exemple dans les propositions de subventions, dans les dossiers d'évaluation, et autres justificatifs de ses projets). C'est d'abord dans le contexte extrêmement compliqué de ce que nous appelons "les comptes avec le passé" que l'opinion publique actuelle (si nous prenons les médias comme représentant cette opinion) critique l'historiographie et dit qu'elle ne remplit pas assez clairement ce rôle. Rares sont les articles concernant les problèmes de l'histoire du régime passé qui ne commencent pas par critiquer le fait que tel ou tel thème très important n'a pas suscité de la part de l'État la subvention d'une équipe de chercheurs. Le public représenté par les publicistes souhaiterait de toute évidence une interprétation univoque, éventuellement sous forme de sentence, et refuse d'accepter que les résultats de l'historiographie soient par principe différents des résultats du droit – ils ne valent que dans certains contextes, sont provisoires, conditionnels, parallèles à d'autres explications, hypothétiques etc.

L'historiographie doit-elle régler ses comptes avec son passé autrement que dans les autres disciplines ?

Si l'historiographie a procuré à l'ancien régime une légitimité (et si elle en procure une, différente certes, mais tout de même, au nouveau régime), et de plus par les mêmes voix, cela signifie-t-il qu'elle doit tout particulièrement gérer son passé, sous prétexte qu'elle se serait plus compromise, qu'elle serait coupable ? Les autres disciplines des sciences sociales sont-elles coupables avec elle et l'espèce de chasse organisée dont elles furent la cible après

1989 et à laquelle on revient volontiers était-elle justifiée ? Il serait assez difficile d'autoriser le retour à un tel processus. Même les sciences naturelles et finalement toutes les autres professions et sphères de la vie sociale procuraient au régime ce dont il avait besoin – au minimum cette légitimation formelle. Les fonctions de représentation, les citations obligées, les révérences forcées de la terminologie etc. pouvaient être et étaient souvent de simples formalités. Elles étaient pratiquement entièrement séparées de la propre recherche authentique, même si elles remplissaient la même fonction que dans le cas de l'historiographie. Un formalisme tout aussi distinct du véritable travail, mais tout aussi amoral et qui servait tout autant le régime, en bien ou en mal. De ce point de vue, la situation de l'historiographie n'avait rien d'exceptionnel. En revanche, il est intéressant de voir que les autres disciplines n'ont pas tant d'égards vis-à-vis du passé que l'historiographie (du moins pour le moment).

La société peut-elle surmonter son passé par le moyen de l'historiographie ?

On entend de plus en plus cette exigence – laissons la gestion du passé à l'histoire, qui doit toutefois auparavant régler ses comptes avec son propre passé – de cette manière en somme, on assigne à l'historiographie une sorte de rôle de suppléant de l'ensemble de la société. L'historiographie ne peut jouer un tel rôle. Elle ne peut proposer que ce qui relève de ses compétences et ce qui correspond aux instruments et aux capacités dont elle dispose. D'abord donner l'information, éventuellement expliquer comment chercher des corrélations, des significations et lesquelles.

Il serait utile, par exemple, que l'historiographie aide à balayer une certaine vision des vingt dernières années du régime, qui pour être clairement instrumentale n'en est pas moins largement acceptée (du moins à en juger par le ton dominant des médias). Selon elle, en dehors des dissidents et des dirigeants du parti communiste et de la police (StB), le reste de la société aurait présenté un ensemble homogène, et partagerait la même responsabilité. C'est une interprétation très commode qui permet de mettre tout le monde au même niveau et de considérer que tous ceux qui auraient fait des études supérieures avant 1989, dans des institutions où l'on enseignait forcément d'une façon marxiste-léniniste, seraient tout autant compromis avec le régime que le doyen de la faculté ou un cadre du PCT. Une telle vision du passé considère souvent que tout ceux qui ne tombent pas sous le coup de la loi de lustration (les têtes du régime), et qui par ailleurs ne sont pas concernés non plus par les réhabilitations (comme ceux qui luttèrent ouvertement contre le régime et furent persécutés pour cela), se sont tous comportés de la même manière. Or, il y a toute une gamme de modèles de comportement – et ces divers modèles ont existé dans la réalité. Une partie de la vie publique courante est ici considérée comme le tout. Il n'est pas utile d'attendre ce que nous dévoileront les archives de Pardubice, à partir de documents conservés (et préparés de façon sélective) par la StB : ils ne compléteront le tableau que par des détails, qui peuvent être du reste intéressants.

Revenons au thème des historiens avant 1989. Même dans les structures officielles, ils ne se comportèrent pas tous de la même manière : on y trouve de la lâcheté, du carriérisme, de l'utilitarisme, mais aussi des attitudes obstinément défensives, des efforts pour défendre quelque chose, ne pas dépasser certaines limites. À mon avis, il ne serait pas vain de réfléchir aux critères qui nous permettraient de comprendre et d'éclairer cette problématique. Il ne s'agit pas d'appliquer les critères moraux et les valeurs d'aujourd'hui pour juger. Mais il est

pertinent de s'interroger sur l'existence éventuelle de tels critères, sur leur contenu, sur leur sens. Ils s'affrontaient vraiment, et furent bon nombre de fois discutés et évalués.

Par exemple, l'attitude : “ lorsque la possibilité de travailler dans la discipline est refusée à certains, il est amoral que moi je l'utilise ”, n'est certainement pas compatible avec le principe : “ il faut utiliser chaque parcelle de l'espace qui peut, en publiant quelque chose de convenable, de non servile, nuire au régime et contribuer à laminer son système ”. Il fallait bien alors confronter ce principe aux questions : “ cela vaut-il de publier même au prix d'une déformation consciente ? ”, „l'appartenance au Parti est-elle convenable ? ”. Du point de vue des dissidents, ou de ceux qui avaient connu la prison, cela pouvait paraître un dilemme assez marginal et vain, mais pourtant beaucoup le vivaient. Ou bien, vu d'un autre angle : “ quelqu'un doit entrer au Parti, pour qu'ils ne soient pires encore, et peut-être pour tenter d'imposer quelque chose de convenable à partir de cette position ”. Était-il vraiment nécessaire d'agrémenter son propre travail de citations des “ classiques ” et de déclarations sur la méthode marxiste ? Il y avait des travaux qui étaient publiés sans cet attirail. On pourrait citer bien d'autres exemples tirés de la vie réelle ou étayés par les sources.

Nous devons examiner tout cela pour pouvoir juger, pour pouvoir comprendre. Ce sont, à n'en pas douter, des thèmes très terre à terre, mais les motivations et les comportements étaient terre à terre. Si nous devons nous occuper de l'historiographie avant 1989, nous ne devons pas laisser entre parenthèses ces aspects-là, que l'on préfère taire ordinairement – à moins de stigmatiser symboliquement un nom (de préférence quelqu'un qui est déjà à terre). Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions comprendre et expliquer l'histoire de l'historiographie d'alors (et celle d'aujourd'hui, car il s'agit souvent des mêmes personnes).

Jusqu'à ce point, cela reste une tâche de l'historiographie en tant que discipline scientifique. Au-delà, il s'agit d'une question d'éthique professionnelle, de morale citoyenne, de politique etc. La même chose vaut non seulement pour l'historiographie, mais pour l'ensemble de la société.